

# INSTITUTIONS & PRATIQUES DE LA VE RÉPUBLIQUE

cf. doc. 16 &amp; 17

## CONTEXTE HISTORIQUE : DE LA IV RÉPUBLIQUE À LA VÈME RÉPUBLIQUE

### « 1ère nouveauté » : L'ALTERNANCE ( ÉLECTION DE 1981 ) :

→ De 1958 à 1981, le pouvoir est aux mains de la **droite Gaulliste** (1958/74) (*de Gaulle puis Pompidou*) puis **libérale** (VGE) 1974/81

N.B. :

1) **gaullisme** : idéologie : « **troisième voie** » **sociale entre le capitalisme et le marxisme** (*"association capital-travail" ou "participation" des ouvriers au capital*), indépendance vis-à-vis des États-Unis d'Amérique (*"Europe européenne"*)...

2) **droite libérale** (*pour le libéralisme économique => respect des lois du marché, intervention limitée de l'Etat*) ; incarnée par V. Giscard d'Estaing

→ **élection 1981 : 1ère fois que la gauche accède au pouvoir avec Mitterrand**

Celui-ci après avoir dénoncé le « coup d'Etat permanent de De Gaulle, **se glisse pourtant parfaitement dans la vision gaullienne de la fonction présidentielle**

### 1986 : UN TOURNANT INSTITUTIONNEL : LA COHABITATION

→ **les facteurs :**

> **1983** : face à la **crise** (*chômage et forte inflation -15%-*) la gauche arrête ses réformes et annonce un **tournant de rigueur**.

Son idéologie tend à accepter de plus en plus la vision libérale de la mutation économique du monde. **L'électorat se détourne des grandes formations politiques** et orientent vers l'écologie, l'extrême droite et l'extrême gauche.

→ **une idée acceptée progressivement**

> Pour **D.G.** comme **Pompidou** : **chaque échéance électorale était conçue comme 1 plébiscite**. **En cas d'échec ils auraient démissionné** comme De Gaulle l'a fait en 1969. (*quitte à se représenter*)

> **avec V.G.E** les choses évoluent : En 1978 : à la veille des législatives, **déclare que ne démissionnera pas de ses fonctions si la gauche l'emportait et qu'il resterait « inerte »**, c-a-d qu'il signerait tout ce que le gouvernement lui présenterait. (*donc adopterait provisoirement la posture du **président pot-de-fleur** de la III<sup>e</sup> République*)

> En **83**, **Balladur**, proche de Chirac, utilise pour la première fois le terme de **COHABITATION pour désigner la coexistence à la tête de l'exécutif d'un président de la République et d'un Premier ministre de partis politiques opposés**, dans un article du *Monde*.

→ **la cohabitation : nouvelle lecture de la Constitution :**

> En **1986**, la droite remporte les législatives. **Mitterrand (PS)** est alors confronté à cette situation inédite qu'est la cohabitation.

AUTEUR &  
CONTEXTE

## LES COHABITATIONS

### 1986 : LA 1ÈRE COHABITATION

→ **Mitterrand s'est préparé** : avait développé l'idée que **Matignon (1er ministre) GOUVERNE** (*gestion des affaires économiques et sociales etc.*) et l'**Élysée (Président de la République) PRESIDE**.

→ **Mitterrand** choisit alors le leader de la majorité, **J. Chirac**, comme 1er ministre.

→ **J. Chirac** qui a **deux ans pour séduire et réunifier la droite** avant les prochaines présidentielles applique une politique de droite **privatisation** (*cad inverse de la nationalisation: transfert d'une entreprise publique au secteur privé*), **baisse impôts** (*supprime celui sur les*

*grandes fortunes*), **facilite les licenciements** ( *avant soumis à une autorisation administrative*) afin de re-séduire l'électorat d'extrême droite ( agit sur la thématique de l'insécurité, C. Pasqua , ministre. intérieur, fait la chasse aux clandestins)

→ Mais ces mesures n'enrayent pas la **crise** tandis que **Mitterrand** se forge dans le contexte de la Guerre Froide une stature internationale devenant l'**INCARNATION DE LA GRANDEUR DE LA FRANCE**, au dessus de tous partis & de tous clivages (*cf. vision gaullienne des institutions*)

→ **En 1988, Mitterrand est réélu avec 54 %.**

## 1993 : LA 2NDE COHABITATION

→ **1993** la France compte 3millions de chômeurs ; **aux élections législatives la droite remporte une majorité écrasante.**

→ entre **1993-95** (victoire de J. Chirac) : E. **Balladur** est à la tête du gouvernement  
> cette cohabitation est « calme » et **normalise la situation de la cohabitation aux yeux des Français.**

## 1997 : LA 2NDE COHABITATION

→ **fait suite à une maladresse politique**

> Contre l'avis de sa majorité, **J. Chirac :décide de dissoudre l'A.N.** un an avant l'échéance normale dans l'espoir de conserver sa majorité. Le climat social reste tendu dans un contexte de crise structurelle .

> Cette maladresse politique permet à la **gauche de remporter les législatives.**

→ **de 1997-2002 :Lionel Jospin est chef du gouvernement.**

> il s'affirme comme un **1° ministre puissant.** : jamais le pouvoir du président n'a été aussi faible que durant cette cohabitation.

> il forme un **gouvernement pluriel** à l'image de l'AN (avec les *partis écologiste & communiste*) et adopte des **mesures de gauche** : les '**35 heures**' ; la **CMU** ( *couverture maladie universelle qui permet la prise en charge de l'Etat des soins des plus défavorisés*) ; le **PACS** ( *pacte civil de solidarité => reconnaissance du concubinage notamment entre 2 personnes du même sexe*).

→ **Mais le gouvernement est critiqué** par une partie de la gauche

> les écologistes et les mouvances à gauche du P.S. lui reproche sa politique sociale-libérale et l'expulsion des « sans papiers), la crise continue.

> présidentielle de 2002 : le P.S. se révèle coupé de son électorat traditionnel : le candidat d'extrême droite Le Pen accède au 2ème tour des présidentielles, notamment grâce au report des voix ouvrières . Un front républicain se dresse, J. Chirac est réélu et devient le 1er « président quinquennal ».

## ÉLARGISSEMENT : L'HYPERPRÉSIDENTIALISME, UNE NOUVELLE PRATIQUE ?

→ **début de la présidentielle de Sarkozy, apparition de nouveaux termes** ;  
« hyperprésidentialisme » ou « omniprésident (le président qui serait partout.)

> tend à désigner le **fait qu'un président de la République essaye de tout diriger, tout contrôler, en laissant le moins de marge de manoeuvre possible à ses "exécutants"** (*Premier ministre, ministres, secrétaires d'état etc...*).

→ limite : cette pratique pose le président acteur direct et **lui fait endosser la responsabilité directe de la politique gouvernementale.** Le Premier ministre ne sert plus de fusible.